

### VENTS CONTRAIRES OU SIMPLE BRISE ?

**Le temps présent des marchés des matières premières confirme leur caractéristique fondamentale, qu'il est presque devenu banal de rappeler : leur volatilité. Une volatilité intrinsèque qui a depuis longtemps conduit les économistes à en chercher les fondements causaux, qu'ils ont d'ailleurs trouvés. Il faut dire que, depuis 2008, les marchés fluctuent suffisamment pour qu'il soit recommandé de se pencher à intervalles réguliers sur ces fluctuations. Depuis un an, beaucoup pensait que le reflux des cours était durable, en réalité, il n'en est rien. Et pas seulement sur les marchés des produits de grandes cultures. Tout semble se combiner pour accroître l'incertitude.**

A se concentrer sur les seuls produits de grandes cultures comme cela est fait depuis que cette Note de conjoncture a été créée, on en oublierait la tendance générale des marchés des matières premières. D'autant plus que, pour les agriculteurs, le profil des prix de l'énergie exerce une influence notable sur leurs résultats économiques. Il est donc suggéré de faire quelques détours, avant de traiter des grandes cultures et de comment se tiennent leurs prix.

**Nervosité sur les produits de base non agricoles.** Une tendance qui montre qu'il y a une certaine nervosité sur les marchés. On passera rapidement sur la cotation de l'or, dont on sait que le cours de l'once (31,104 grammes) peut atteindre des sommets (2 327 dollars en ce moment pour cette valeur refuge), au gré des tensions mondiales ou des incertitudes économiques et financières. A propos de tensions internationales, le baril de pétrole est manifestement pris dans la nasse géopolitique. Guerre en Ukraine, stratégie des pays producteurs, chahut en mer Rouge, autant de paramètres qui ont propulsé le baril au voisinage de 90 dollars à la fin du mois d'avril, de quoi renchérir les coûts d'approvisionnements et d'usages. Depuis le Covid-19, le marché se situe sur une tendance haussière, et le reflux de l'année 2023 n'est pas allé au-dessous des 75 dollars. Une hausse qui peut toutefois être compensée par un prix du gaz favorable. Sur le plan des matières premières à usages industriels, la tonne de cuivre symbolise un certain affolement des marchés. Avec plus de 10 000 dollars la tonne, la décarbonation des économies va à l'évidence coûter de plus en plus cher. La flambée de la tonne de cuivre surgit lors des phases de tensions, à l'image de la crise économique et financière de 2008, puis du Covid-19, puis de la guerre en Ukraine, lesquelles tensions s'intercalent avec la commune stratégie de basculer vers l'électrique.

**Turbulences contrastées sur les produits agricoles.** Les produits agricoles suivent la marche, à l'image d'un cacao et de l'huile d'olive qui ont franchi la barre des 10 000 dollars la tonne. Deux exemples qui mettent en exergue les effets conjugués des aléas climatiques touchant les principaux pays producteurs (Côte d'Ivoire et Ghana pour le cacao et Espagne pour l'huile d'olive), et d'une demande mondiale qui reste ferme. Mais les mystères du marché – et notamment le retrait de certains spéculateurs – ont soudainement fait retomber le cours du cacao en dessous des 10 000 dollars au tout début du mois de mai, preuve supplémentaire de l'extrême volatilité des cours.

Venons-en aux grandes cultures. Manifestement, on observe des frémissements de hausses, qui pourraient potentiellement interrompre le lourd repli de l'année 2023, puisque, par exemple, le cours du blé tendre était redescendu au-dessous

des 200 euros la tonne. Le voilà qui, à la faveur des prévisions de baisse de la récolte mondiale en 2024 (- 1,8%), affiche quelque sursaut, le plaçant à nouveau au-dessus de 250 euros la tonne. Des conditions de cultures qui se sont dégradées aux Etats-Unis, une révision à la baisse de la récolte russe, des retards dans les semis en France, ainsi que les destructions de silos de stockage en Ukraine, ont rendu nerveux le marché du blé, dans un contexte où la demande mondiale semble se redresser.

Constat similaire sur le maïs, avec les difficultés de l'Argentine, dont la production, déjà en baisse en 2023 par rapport à 2022, est annoncée moins forte que prévu. Là aussi, la demande, surtout chinoise, reste dynamique et nourrit le frémissement de hausse. L'affaiblissement du dollar par rapport à un panier de devises contribue de son côté à stimuler la demande. Le cours du maïs est ainsi repassé au-dessus des 200 euros la tonne. Reste le cas de l'orge, qui, côté Moselle, retrouve des couleurs, avec 325 euros la tonne.

Evoquons ici le cas du riz. Sa cotation (5% de brisures), en repli, demeure malgré cela élevée, à plus de 600 dollars la tonne (624 en mars dernier). On est loin des 900 dollars franchit lors de la crise financière de 2008, mais, depuis décembre 2021, la hausse est tendanciellement ininterrompue. Les restrictions volontaires aux exportations pratiquées par l'Inde ont beaucoup influencé le marché, parallèlement aux vicissitudes du climat.

Le passage en revue des oléagineux montre que les prix du colza comme du tournesol restent fermes, à 490 pour l'un et à 440 pour l'autre. Pas de révolution évidemment, plutôt une stabilisation, mais la tendance ne décroche pas.

**Incertitudes.** Tel est le maître-mot, que l'on est en droit de reproduire ad libitum. Il s'impose de lui-même tant les fluctuations sont structurelles. Un regard sur les cours sur une période d'une quinzaine d'années indique que la stabilité des marchés est de plus en plus rare. Depuis 2008 en effet, l'accumulation de chocs, qu'ils relèvent du climat, de l'économie ou de la géopolitique, l'ère de la volatilité s'est durablement installée sur les marchés. On ne le répétera jamais assez, mais l'épicentre de l'instabilité ambiante – il serait préférable de parler de crise – se trouve dans l'effondrement financier de 2008. Il a constitué un tournant pour le monde. Nul doute que la guerre en Ukraine est venue entretenir, pour ne pas dire violemment amplifier, toutes les inquiétudes qui s'étaient formées auparavant, tant avec la finance qu'avec le sanitaire.

Thierry Pouch - CDA France

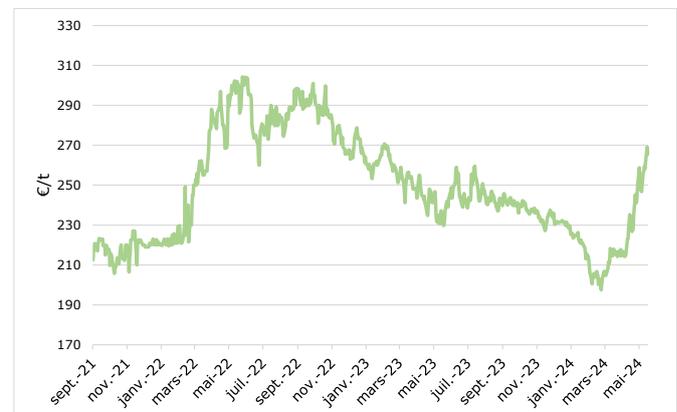
## Blé tendre : le « weather market » sur le devant de la scène

Depuis la moisson 2023, la concurrence de la mer Noire n'a cessé de peser sur les prix du blé au niveau français et international. Les cotations sur Euronext sont ainsi passées de 250-260 €/t en juillet 2023 à moins de 190 €/t début mars 2024, un niveau plus vu depuis 2020 !

Mais depuis maintenant un peu plus de 2 mois, la tendance s'est inversée. Outre la persistance de tensions sur les installations portuaires en Ukraine, ce sont surtout les craintes sur la récolte 2024 qui orientent les marchés à la hausse. Et une nouvelle fois, la Russie « mène le jeu » en étant au cœur des préoccupations : le temps sec et les températures excessives sur certaines régions du sud du pays, puis la période de gel courant mai, inquiètent fortement les opérateurs qui revoient leurs estimations de productions à la baisse. A cela s'ajoutent des conditions également sèches dans certains Etats américains, alors que, sur la moitié ouest de l'Europe, ce sont les pluies excessives qui continuent à dégrader l'état des blés. Ainsi en France, d'après CéréObs, 63 % des blés tendres étaient jugés dans des conditions « bonnes à très bonnes » au 20 mai dernier, contre 93% l'an passé à date. Couplé à des surfaces estimées en forte baisse par AGRESTE (4,4 Mha, soit -7.5 % par rapport à 2023) compte tenu des conditions de semis très perturbées par l'excès de pluviométrie à l'automne, la production nationale devrait être significativement réduite pour la récolte 2024.

Le dernier rapport USDA a intégré ces évolutions récentes : en comparaison à la récolte 2023, il indique des baisses de productions en Russie, Ukraine, UE, et des hausses en Australie, Argentine, USA, Canada. La production mondiale de blé

**Evolution des cours du blé Euronext, échéance septembre 2024**



est ainsi attendue à 798 Mt (+10 Mt / 2023-2024) contre une consommation estimée à 802 Mt (+2 Mt / 2023-2024), amenant à une nouvelle contraction du stock mondial final à 254 Mt (-4 Mt). Les moindres disponibilités exportables des pays de la mer Noire ont conforté le rebond des cours : les prix sur Euronext sont désormais proches des 260 €/t.

Les incertitudes restent toutefois nombreuses d'ici la moisson et la volatilité reste de mise avec de fortes amplitudes quotidiennes et hebdomadaires, au gré des informations géopolitiques, commerciales ou climatiques.

Guillaume Heyman – CRA Grand Est

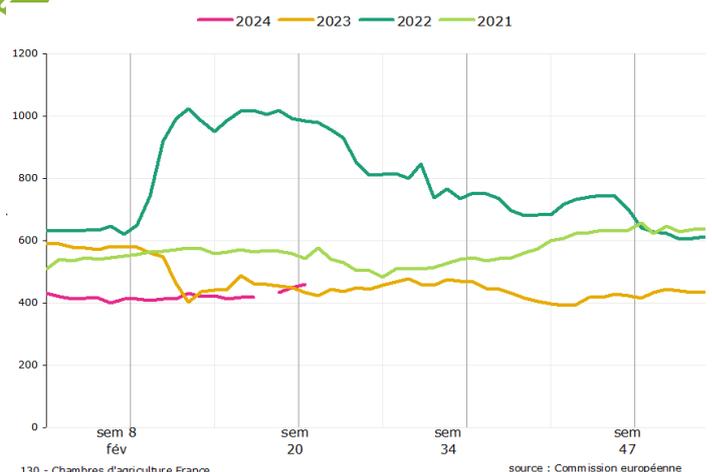
## Maïs : prévision d'une stabilité des stocks

Selon le dernier rapport de l'USDA, la campagne 2023/24 devrait s'achever avec des stocks mondiaux de maïs de 313 Mt, en hausse de 13 Mt par rapport à la campagne précédente. La production mondiale augmente de 70 Mt (+6%) et passe à plus de 1,2 milliards de tonnes, malgré la révision à la baisse de la production au Brésil, qui subit actuellement de graves inondations (122 Mt prévues, contre 137 Mt l'année d'avant). La production augmente de 12% aux États-Unis (+43 Mt), de 50% en Argentine (+17 Mt) et de 15% en Ukraine (+4 Mt). Pour 2024/2025, l'USDA prévoit une légère baisse de la production de maïs (-8 Mt, soit -0,6%) plus que compensée par la hausse des stocks début de campagne. Avec une consommation qui augmente légèrement, les stocks mondiaux restent stables, à 312 Mt en fin de campagne, la Chine en détenant plus des deux tiers.

D'après la Commission européenne, la production communautaire serait en 2023/2024 de 62,3 Mt, en hausse de 9 Mt par rapport à la campagne précédente. Cette hausse de production conduit à une diminution des importations, prévues en baisse de 8,6 Mt (-33%) tout en maintenant le niveau des exportations autour de 4,5 Mt. La production de l'UE devrait remonter à 69 Mt en 2024, niveau plus proche de la moyenne quinquennale. Les échanges comme la consommation devant rester stables, les stocks devraient augmenter pour atteindre 24 Mt en 2025.

En France, la production s'est établie à 11,9 Mt en 2023, en hausse de 18% par rapport à la faible récolte 2022 et à un niveau proche de la moyenne quinquennale. Cette augmentation de la production permet d'alimenter la hausse de la

**Cotation du maïs rendu Bordeaux (en €/t)**



consommation et des exportations. Néanmoins, les stocks sont attendus en hausse de 37%. Les surfaces 2024 augmenteraient de 10,5% avec des semis toujours en cours. La production pourrait progresser de 5% selon certains analystes.

Les prix du maïs ont baissé comme ceux des autres céréales. Après être passés sous la barre des 180 €/t au premier trimestre 2024, ils ont remonté pour se situer au-dessus des 200 €/t depuis mi-mai 2024, avec des perspectives très incertaines pour la prochaine récolte.

Frank Michel – CRA Nouvelle Aquitaine

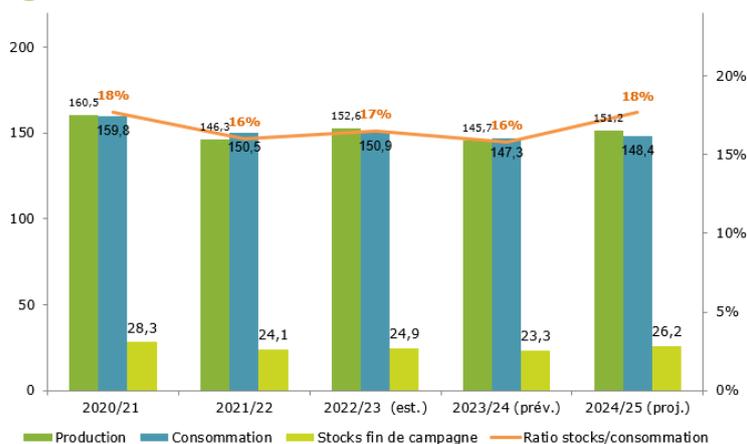
## Orge : signaux contrastés

Les cours de l'orge ont renoué avec une tendance haussière en ce mois de mai, après s'être rapprochés du seuil des 170 €/t en mars 2024, dans le sillage des autres céréales.

Les signaux de marché sont en effet contrastés. Le CIC projette une production mondiale à 151,2 millions de tonnes pour la campagne 2024/25, en hausse de +3,7 % par rapport à la campagne précédente. La production européenne est projetée à 53,6 millions de tonnes pour la campagne 2024/25, en progression de +12,8 % par rapport à celle de 2023/24 (47,5 Mt), grâce à l'effet conjugué d'une hausse des surfaces et des rendements. Pour la Russie, deuxième producteur mondial, les projections sont mitigées, l'USDA table sur une baisse de -3 % pour la campagne 2024/25 (1 million de tonnes en moins), à mettre au compte des mauvaises conditions météo que le pays a connu ces derniers mois. Les rendements russes pourraient néanmoins atteindre 26 quintaux/ha.

Côté demande, la Chine s'est montrée bien présente aux achats, malgré la reprise des échanges avec l'Australie. Les exportations de l'Union européenne vers ce partenaire, premier client de l'UE à l'export (et de la France), ont progressé de +16% entre la campagne 2022/23 et la campagne 2023/24 (+368 kt). Les flux vers le Maroc ont quant à eux triplé (+682 kt) (principalement depuis la Roumanie, l'Allemagne et la Bulgarie), et ceux vers l'Algérie ont quasiment

## Bilan production/consommation mondiales (en millions de tonnes)



doublé. De quoi compenser le repli des exportations à destination de l'Arabie Saoudite (-892 kt) et de la Jordanie (-307 kt).

Marine Raffray - CDA France

## Blé dur : l'inconnue de la présence turque sur le marché international

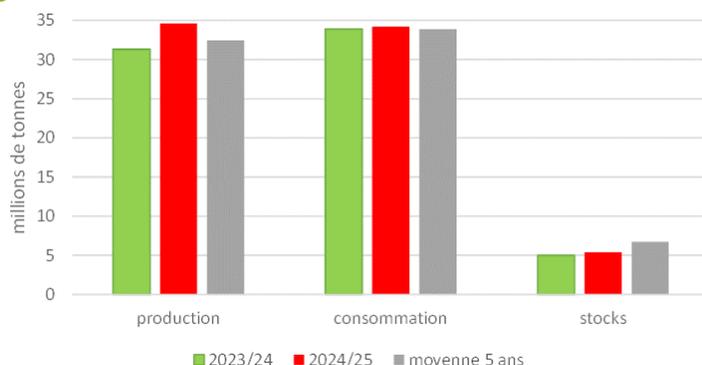
La campagne 2023/2024 qui se termine restera marquée par deux éléments majeurs :

- la diminution de 30% de la production du Canada, premier exportateur mondial de blé dur;
- l'arrivée d'un nouvel exportateur, la Turquie, qui a permis de suppléer la moindre présence canadienne jusqu'à la fin de la campagne.

Cette situation se reflète dans les importations européennes : depuis le début de la campagne, l'Union européenne a importé 700 000 t de blé dur turc et seulement 457 000 t de blé dur canadien.

Pour la prochaine campagne, les surfaces canadiennes sont attendues en hausse de 5%. Cette augmentation des surfaces canadiennes pourrait permettre au pays de revenir massivement sur ce marché, avec une augmentation attendue de la production (+40% à 5,7 Mt) et des exportations (+41% à 4,5 Mt). Mais le Canada devra encore faire face à la concurrence turque : la production turque est estimée en hausse de 5% à 4,5 Mt. Les exportations turques sont évaluées à 1 Mt, en baisse de 0,65 Mt, mais ce volume reste incertain. Plusieurs éléments entretiennent cette incertitude : la difficulté à évaluer la consommation intérieure, les réexportations depuis la Turquie de blé dur syrien ou russe, et le pouvoir de contrôle du gouvernement sur ces flux. La production est également attendue en hausse aux Etats-Unis (+24%), mais elle diminuerait légèrement en Union européenne, avec des baisses attendues notamment en France et en Italie mais une progression en Espagne. Globalement la production mondiale de blé dur pourrait progresser de 10% d'après le CIC (Conseil International des Céréales). Mais la faiblesse des stocks en début de campagne limiterait la

## Evolution du bilan mondial de blé dur



hausse des disponibilités à 1%. La consommation est estimée à 34,3 Mt, en légère augmentation. Les stocks fins de campagne pourraient progresser de plus de 5%, diminuant la tension sur ce marché.

En France, les surfaces de blé dur ont reculé de 2,1% cette année, pour se situer près de 10% en dessous de la moyenne quinquennale. La production devrait logiquement reculer, ce qui, ajouté à la faiblesse des stocks début de campagne, limitera le positionnement de la France sur ce marché.

Les prix du blé dur ont légèrement progressé au mois de mai, mais l'activité sur ce marché reste limitée. A ce jour, les prix du blé dur récolte 2024 se situent à des prix équivalents à ceux de la récolte 2023.

Clarisse Bonhomme - CDA France

## Tournesol : un marché qui reste marqué par la guerre russo-ukrainienne

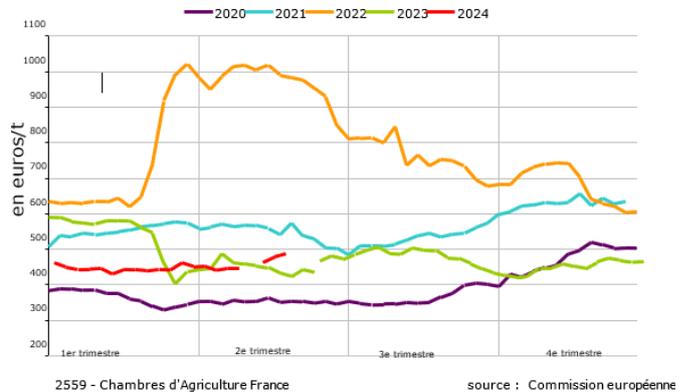
La campagne 2023/2024 a permis aux Ukrainiens de résorber une grande partie des stocks accumulés pendant le début de la guerre. Ainsi, les stocks mondiaux sont attendus en retrait de 1,4 Mt, à 2,75 Mt un niveau proche de ceux enregistrés avant le déclenchement de la guerre. Cette situation pourrait changer la hiérarchie des prix des huiles, l'huile de tournesol étant singulièrement la moins chère depuis plusieurs mois.

Pour la prochaine campagne, l'USDA anticipe une augmentation de la production mondiale de 0,6 Mt à 55,4 Mt. Les productions des deux premiers producteurs (Russie, Ukraine) sont attendues stables et la production argentine pourrait reculer de 0,3 Mt. L'environnement européen sera différent avec un record de production attendu, entre 10,7 et 10,9 Mt, soit une progression de 5 à 10% par rapport à 2023. La consommation mondiale est estimée en légère diminution, ce qui entraînerait une baisse modérée des stocks (-0,3 Mt), concentrée en Russie qui avait vu ses stocks augmenter au début de la guerre (mais dans une moindre mesure qu'en Ukraine). Ce marché reste très dépendant de la situation géopolitique en mer Noire et toute perturbation sur les exportations russes et/ou ukrainiennes sera répercutée sur ce marché.

En France, les surfaces de tournesol sont attendues stables, à un niveau élevé (+9% par rapport à la moyenne quinquennale).



### Cotation de la graine de tournesol Bordeaux



Les prix de la graine de tournesol récolte 2024 se situent légèrement en dessous de ceux de l'ancienne récolte, avec une prime oléique toujours limitée à 10 €/t, et des prix inférieurs à ceux de la graine de colza.

Clarisse Bonhomme—CDA France

## Colza : vers les 500 euros par tonne ?

Après plusieurs mois d'oscillations entre 400 et 450 euros par tonne, le prix du colza s'oriente vers les 500 euros. C'est un quart de plus que les prix à la même époque de la récolte 2022 et bien loin des records atteints avec la récolte 2021.

Depuis la récolte de colza de l'été dernier, le prix de la graine de colza est resté stable, au-dessus de la barre des 400 euros par tonne. Le prix du colza flirte ces derniers jours avec la barre de 500 € par tonne. Ceci s'explique par le repli de la production en Union européenne et en Ukraine alors que des excès d'eau au Brésil ont impacté la production de soja.

Par ailleurs, la bonne progression des semis américains de soja ne permet pas au prix du colza de s'accroître davantage.

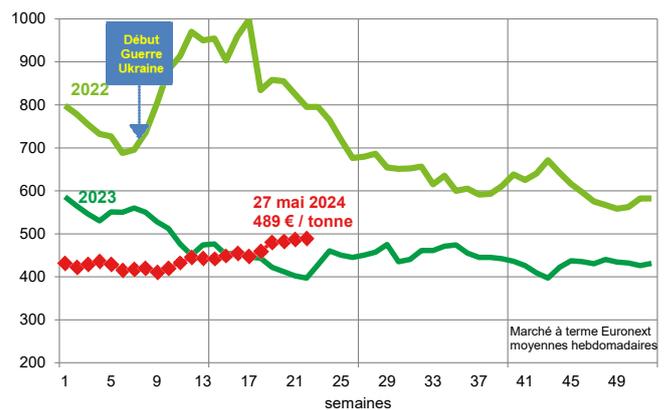
Les semis de colza se terminent au Canada et en Australie. Le niveau de production sera déterminant pour l'évolution des prix au cours des prochains mois.

Le tourteau de colza qui était sous les 300 euros par tonne en février a vu son prix s'élever : il a fluctué entre 315 et 340 euros par tonne dans les ports de l'ouest depuis trois mois.

Florian Fougy - CRA Normandie



### Evolution du prix du colza (€/t)



## ■ Soja : hausse des disponibilités mondiales

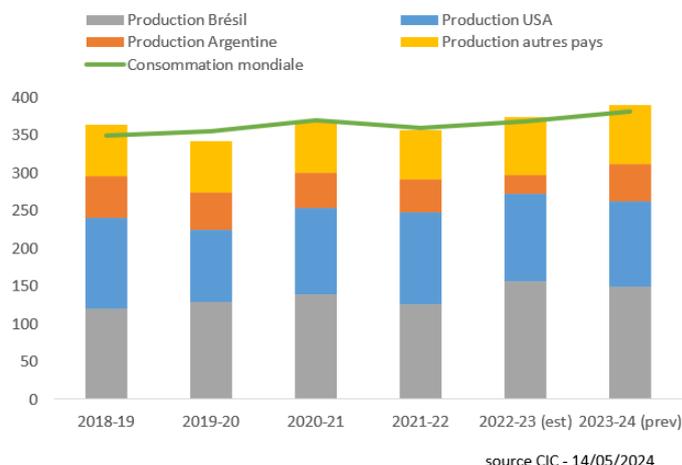
Les prévisions du CIC pour 2023/2024 sont en faveur d'une augmentation des disponibilités de soja avec des stocks à l'ouverture et une production plus élevées que lors de la campagne précédente. Le rebond de la production argentine qui revient à son niveau de production habituel fera plus que compenser les baisses des deux principaux producteurs, Brésil et Etats-Unis, dont la production est estimée en légère baisse. La production mondiale devrait s'établir à 390 Mt, soit +4% en moyenne glissante annuelle.

Avec +3% par rapport à l'année précédente, la consommation de soja est portée par la hausse de l'activité de trituration aux Etats-Unis, au Brésil, en Argentine et en Chine. Cette dernière connaît un accroissement fulgurant de ses besoins avec une évolution de la consommation de +10% en 2023/24 par rapport à la moyenne quinquennale. Les secteurs de l'alimentation animale, de l'alimentation humaine et des biocarburants devraient permettre à la transformation d'atteindre un nouveau pic. Le niveau des échanges se dégrade de 3 % en 2023/2024 par rapport à l'année précédente tout en se maintenant à un niveau supérieur à la moyenne quinquennale.

Les projections de production sont optimistes pour la campagne 2024/2025 en raison de l'expansion des surfaces en Amérique du Sud. La hausse annuelle attendue pourrait être la plus importante de la décennie. L'augmentation des stocks et des échanges est attendue. Ces bonnes perspectives



### Production et consommation mondiales de soja (en millions de tonnes)



avaient engendré un assouplissement des cours du soja dans un contexte de plus en plus baissier. Le cours des fèves de soja à la bourse de Chicago était passé en dessous des 400 €/tonne depuis février 2024 selon Agreste. Mais les inondations qui ont frappé le sud du Brésil ont entraîné une augmentation des cours depuis début mai. Le prix des tourteaux a suivi la même tendance.

Sabine Calmettes - CRA Occitanie

# SUCRE

## ■ Betteraves : un marché qui se détend après l'euphorie des dernières années

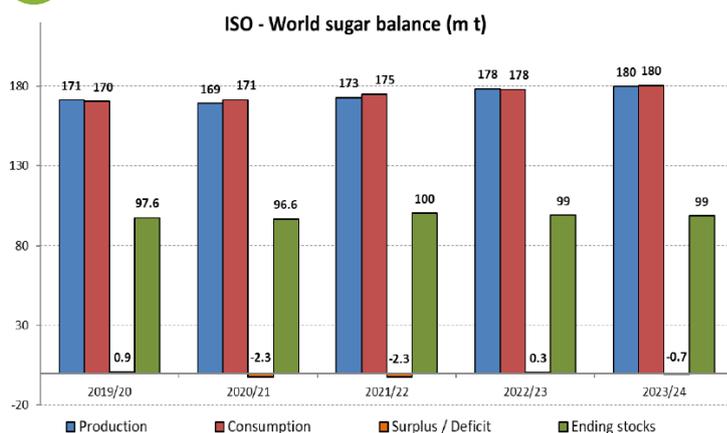
Alors que le cours mondial du sucre roux avait atteint des sommets à l'automne dernier (au-delà des 28 cts\$/lb, un nouveau record depuis 2011), il est retombé aux environs des 18-19 cts\$/lb depuis plusieurs semaines, confirmant ainsi la tendance baissière initiée depuis fin 2023. L'annonce d'une production record de sucre au Brésil, à hauteur de 42,4 Mt, en hausse de +25%, a en effet pesé sur les marchés. Combinée à une météo clémente en ce début de campagne brésilienne 2024-2025 qui commence, les opérateurs financiers se sont progressivement désengagés, accentuant ainsi la situation.

Cependant, le bilan mondial reste estimé en léger déficit pour la campagne actuelle 2023-2024 par ISO (-0,7 Mt [pour une production d'environ 180Mt]), après une campagne précédente tout juste à l'équilibre (+0,3 Mt). Et les opérateurs anticipent un déficit mondial pour la prochaine campagne : face à des productions globalement décevantes, les stocks des pays importateurs sont faibles et la demande devrait se maintenir.

Du côté européen, la moyenne du prix de livraison du sucre blanc s'est établie aux environs de 856 €/t en mars. Le prix est stable depuis plusieurs mois et reste à un niveau élevé. Le marché spot a fortement baissé depuis le début de la campagne, mais semble s'être stabilisé autour des 600-650 €/t (équivalent sortie usine française). Au-delà de la tendance observée sur le marché mondial, le marché européen est confronté aux importations ukrainiennes facilitées depuis la suspension des droits de douane en 2022. Ces imports atteignent près de 50 000 t/mois cette année (contre 20 000 t/an historiquement).



### Un bilan mondial du sucre proche de l'équilibre depuis plusieurs années (source DG Agri)



Face à cet afflux, les députés européens ont classé le sucre en produits agricoles particulièrement « sensibles », permettant ainsi de fixer un quotas d'importation à 262 000 t pour 2024 qui est d'ores et déjà atteint, ce qui devrait suspendre les importations jusqu'à fin décembre.

Enfin, en France, après un hiver très pluvieux, les semis ont bien souvent dû être décalés : ce retard d'environ 15 jours par rapport à la moyenne des 5 dernières années pourrait entamer le potentiel de rendement. D'autant plus que les pucerons sont déjà présents dans les parcelles, laissant craindre une pression jaunisse qui pourrait être importante.

Guillaume Heyman - CRA Grand Est

## Intrants : faux plat descendant

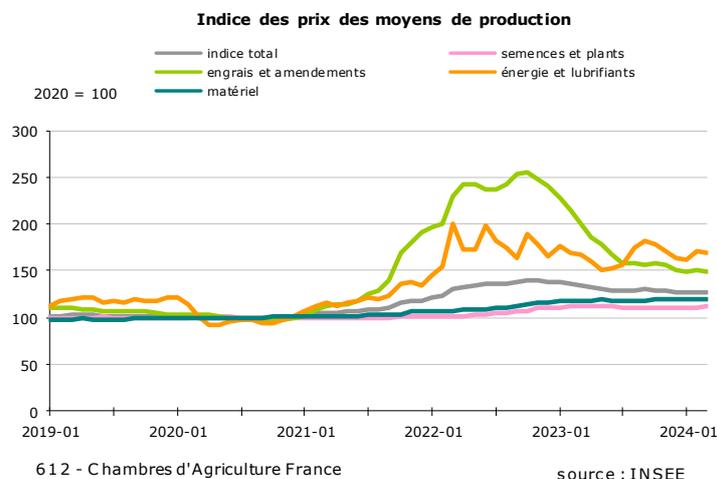
L'indice des prix des moyens de production en agriculture a poursuivi sa décline au cours des derniers mois. Désormais exprimé en base 2020, l'indice général de l'IPAMPA s'établit à 126,9 points en mars 2024, soit -2 % par rapport à septembre 2023.

Le poste énergétique explique une partie de cette évolution : l'indice « énergie et lubrifiants » a reculé de -8% au cours des six derniers mois, grâce au repli des prix des carburants et du gaz. Sur le marché européen, le prix du gaz naturel s'est en effet inscrit en baisse de -26 % entre septembre 2023 et mars 2024 — qui se traduit dans la relative embellie sur les prix des engrais azotés— et celui du baril de Brent de -9 %. Le poste de dépenses pour l'électricité a en revanche progressé de +10% avec la fin des boucliers tarifaires gouvernementaux.

La bonne tendance générale ne fait néanmoins pas oublier que l'on reste à des niveaux de prix des intrants agricoles nettement plus élevés que ceux de 2021 (IPAMPA +21 % entre mars 2021 et mars 2024, énergie +46 %, engrais +33 %).



### Indice des prix des moyens de production, en base 2020 (actualisé jusqu'en mars 2024)



Marine Raffray - CDA France

## Conditions de culture : une année historiquement humide

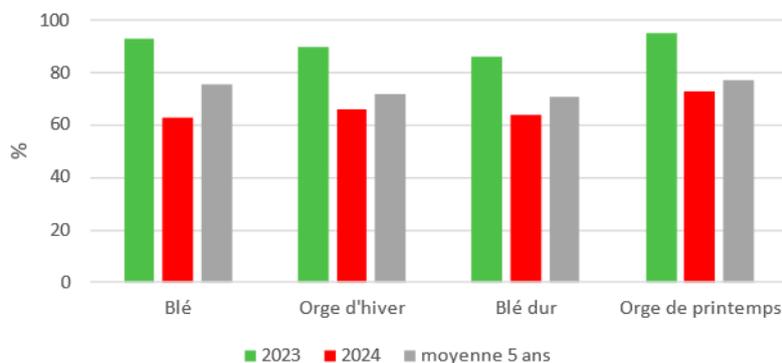
Les pluies de l'automne dernier ont perturbé les semis, provoquant un report des surfaces sur les cultures de printemps. A leur tour, les semis de printemps sont retardés par les précipitations régulières, et ils ne sont pas encore terminés. A ce stade, le Ministère estime les surfaces de blé en retrait de 7,2% par rapport à la moyenne quinquennale, et celles de blé dur en recul de près de 10%. Malgré la hausse des surfaces d'orge de printemps, l'assolement toutes orges confondues est estimé en baisse de 4,2%. Les surfaces de maïs pourraient progresser par rapport à l'an dernier, mais elles resteraient en retrait de 5% par rapport à la moyenne. La situation est différente pour les oléagineux, avec des surfaces de colza et de tournesol estimées en hausse de respectivement 15,5% et 9,1% par rapport à la moyenne.

Les conditions pluvieuses et le manque d'ensoleillement ont également une incidence sur l'état des cultures qui contraste avec les très bons états observés l'an dernier. Ainsi, les conditions « bonnes à très bonnes » des cultures sont toutes en deçà de la moyenne des 5 dernières années.

Clarisse Bonhomme - CDA France



### Proportion de cultures en condition bonne à très bonne (au 20 mai 2024)



Source : FranceAgriMer – réseau Céré'Obs

#### Chambres d'agriculture France

9 avenue George V — 75 008 Paris  
Tél : 01 53 57 10 10  
Fax : 01 53 57 10 05  
E-mail : accueil@apca.chambagri.fr  
Siret : 18007004700014

#### Directeur de la publication :

Thierry Pouch

Mise en page : Marine Raffray

#### Ont contribué à cette note :

Clarisse BONHOMME—Chambres d'agriculture France  
Sabine CALMETTES - Chambre d'agriculture Occitanie  
Florian FOUGY—Chambre d'agriculture de Normandie  
Guillaume HEYMAN - Chambre d'agriculture Grand Est  
Franck MICHEL- Chambre d'agriculture Nouvelle Aquitaine  
Thierry POUCH - Chambres d'agriculture France  
Marine RAFFRAY - Chambres d'agriculture France

[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

LIBERTÉ  
ÉGALITÉ  
FRATERNITÉ

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION